

En Mauritanie, un retour au calme sous surveillance

L'heure est à l'apaisement dans ce pays longtemps en proie au terrorisme. Nouakchott a aussi lancé la création du G5-Sahel face aux menaces rampantes

NOUAKCHOTT - *envoyé spécial*

Il fut un temps où Mohamed Al-Bechir Sall n'était pas vendeur de billets d'avion pour le pèlerinage à La Mecque. En ce mois de décembre 2016, ce grand gaillard au visage aussi noir que son collier de barbe est tranquillement assis dans sa minuscule agence de tourisme, située entre la grande mosquée saoudienne de Nouakchott et le boulevard Kennedy. Il fut un temps où il dormait en prison. Mohamed Al-Bechir Sall avait été pris dans les mailles du filet tendu par les autorités mauritaniennes pour lutter contre le terrorisme, après des années de déni, ponctuées d'attentats et d'enlèvements d'Occidentaux. Le calme règne depuis 2012. Il ne sera sans doute pas éternel dans ce pays aux frontières désertiques de plusieurs milliers de kilomètres, aux confins d'une région sahélienne balayée par des vents djihadistes.

Un combat sur plusieurs fronts

Le parcours de Mohamed Al-Bechir Sall et de son frère illustre le combat mené par les Mauritaniens sur plusieurs fronts – intérieurs et extérieurs, sociaux et sécuritaires – pour juguler les menaces qui pesaient alors sur le pays. Les déboires du futur patron d'agence de tourisme commencent en 2008. Il est arrêté, dit-il, « parce que la police a appris que [son] frère avait rejoint les rangs d'Al-Qaïda au Maghreb islamique [AQMI] dans le nord du Mali ». Il est alors condamné à cinq ans de prison pour participation à un groupe armé – ce qu'il nie farouchement. Son frère meurt en 2011, dans le nord du Mali, alors contrôlé par une alliance de groupes djihadistes, liés pour certains à AQMI, et d'indépendantistes touareg.

Emprisonné avec cinquante autres détenus jugés dangereux, Mohamed Al-Bechir Sall intègre le programme de « déradicalisation » lancé par les autorités civiles et religieuses. Des oulémas se déplacent en prison pour expliquer aux détenus radicaux qu'ils font fausse route. Une quarantaine d'entre eux, considérés comme repentis, sont libérés en 2011. L'État leur alloue une somme d'argent pour recommencer leur vie. Selon Nouakchott, un seul de ces repentis est reparti pour le djihad. Parallèlement, des mosquées où prêchaient des imams radicaux sont fermées, ainsi que des écoles coraniques salafistes qui avaient proliféré dans les années 1980.

Les autorités mauritaniennes ont pris tardivement conscience du danger. Dès

les années 2000, à l'instar du frère de Mohamed, des dizaines de Mauritaniens partaient rejoindre les rangs de mouvements radicaux. « On savait que de jeunes Mauritaniens se battaient en Afghanistan, en Irak, en Tchétchénie », rappelle Mohamed Fall Oumeir Beye, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *La Tribune*. Trois Mauritaniens passeront ainsi de longues années dans la prison américaine de Guantanamo. Le dernier d'entre eux, Mohamedou Ould Slahl, a retrouvé son pays d'origine en octobre 2016, après quatorze ans de détention. « Les Mauritaniens partaient combattre, mais ils étaient surtout considérés comme des savants de l'islam : ils étaient très appréciés pour l'encadrement religieux des groupes radicaux », explique le colonel Mouemel El-Boukhari, spécialiste mauritanien des mouvements terroristes.

« Jusqu'en 2007, rappelle Mohamed Fall Oumeir Beye, la position officielle mauritanienne, c'est : il n'y a pas de terrorisme dans le pays ni d'extrémistes. » A cette époque, la Mauritanie est pourtant déjà une cible. En 2005, c'est là que le futur émir d'AQMI Mokhtar Belmokhtar mène sa première opération hors du territoire algérien où il sème la terreur au sein du Groupe salafiste pour la prédication et le

combat (GSPC). Il attaque la caserne militaire de Lemgheity (au nord-est). Dix-sept soldats sont tués. En 2007, trois Français sont assassinés à Aleg (sud-ouest). Le 8 août 2009, à Nouakchott, un attentat-suicide vise l'ambassade de France. Trois mois plus tard, sur la route Nouakchott-Nouadhibou, sont enlevés trois Espagnols travaillant pour une ONG. Puis, en décembre 2009, deux touristes italiens, près de la frontière malienne. En février 2011, une tentative d'attentat contre l'ambassade de France est déjouée. En novembre 2012, un ressortissant français traversant la frontière mauritanienne est enlevé au Mali. Un triste chapitre se clôt.

Car entre-temps, les autorités mauritaniennes ont commencé à réagir. « Le tournant intervient avec l'arrivée du président Aziz », précise le colonel Boukhari. Mohamed Ould Abdel Aziz est un homme à poigne qui a pris le pouvoir par un coup d'État en 2008, avant d'être élu en 2009, puis réélu sept ans plus tard à la présidence. Ce général d'armée s'est fixé pour objectif principal la lutte contre le terrorisme.

L'armée, jusqu'alors délaissée et sous-équipée, est réorganisée grâce, notamment, à la coopération française et amé-

ricaine. Des groupes spéciaux d'intervention (GSI) sont créés. Familiers des pistes, ils patrouillent sur les interminables frontières avec le Mali et l'Algérie, tracées au cordeau en plein désert. Ces cavaliers mécanisés, montés sur des véhicules tout-terrain, seront ainsi en première ligne pour déloger AQMI de la forêt de Wagadou, au Mali voisin, en 2011. Là, AQMI essayait d'établir une base durable. « L'armée mauritanienne a alors prouvé qu'elle pouvait agir hors de ses frontières et qu'elle n'hésiterait pas à intervenir pour défendre sa souveraineté », explique Dahane Ahmed Mahmoud, directeur de l'Institut mauritanien d'études stratégiques (IMES).

« Axe mauritano-tchadien »

Face à une menace transfrontalière incarnée par les djihadistes, mais aussi par les trafiquants en tout genre, Nouakchott lance également la création, en 2014, du G5-Sahel regroupant la Mauritanie, le Niger, le Mali, le Tchad et le Burkina Faso. « Le G5-Sahel n'est pas un gendarme, il ne se substitue pas aux autorités souveraines, mais agit comme une interface et chapeaute des projets de formation, de renseignement, d'amélioration des capacités opérationnelles et des infrastructures », détaille Abdoul Salam Diagana, porte-parole de cette structure basée dans la capitale mauritanienne. « Un axe mauritano-tchadien semble se dessiner, mais cette structure de coordination doit encore faire ses preuves. Il y a beaucoup de défiance entre ses membres et peu de moyens », observe un officier étranger.

Si depuis cinq ans la Mauritanie n'a subi aucune attaque terroriste, le péril demeure. La moitié orientale et septentrionale du pays est toujours classée « zone rouge » par le Quai d'Orsay. Les trois quarts du Mali, les deux tiers du Niger, pays voisins soumis à des soubresauts violents, ainsi qu'une partie du Burkina Faso, le nord du Nigeria et les zones frontalières tchadiennes sont inclus dans cette catégorie. Diplomates et militaires français jugent ainsi que « le territoire mauritanien est toujours exposé à des risques d'infiltrations par des terroristes ».

« Aujourd'hui, avertit, sous le couvert de l'anonymat, un imam de Nouakchott dans le collimateur des services de sécurité, les jeunes ne rejoignent plus les rangs djihadistes, sans doute à cause des mesures de sécurité. Mais les gens sont exaspérés par la mauvaise gouvernance, la corruption et le laxisme vis-à-vis de ceux qui insultent le Prophète. Tout peut redémarrer. » ■

CHRISTOPHE CHÂTELOT